



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 06 du 9 février 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 9 février 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	173
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	173
CABINET.....	173
Bureau des polices administratives.....	173
Arrêté du 6 février 2012 modifiant l'arrêté du 10 août 2011 nommant les membres de la commission départementale de sécurité routière.....	173
Arrêté n° 20110379 du 7 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la POSTE de CIREY-SUR-VEZOUZE.....	173
Extrait de l'arrêté n° 20110380 du 7 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la POSTE de SAINT-CLEMENT.....	174
Extrait de l'arrêté n° 20110397 du 7 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la POSTE de NANCY – Grande Rue.....	175
Arrêté n° 20110459 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE CENTRE EST à NANCY.....	175
Extrait de l'arrêté n° 20084298 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à CONFLANS-EN-JARNISY.....	176
Extrait de l'arrêté n° 20084306 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à ESSEY-LES-NANCY.....	177
Extrait de l'arrêté n° 20084310 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à FROUARD.....	177
Extrait de l'arrêté n° 20084314 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à GORCY.....	178
Extrait de l'arrêté n° 20084318 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à HERSERANGE.....	178
Extrait de l'arrêté n° 20084324 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.....	179
Extrait de l'arrêté n° 20084332 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LONGLAVILLE.....	179
Extrait de l'arrêté n° 20084342 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MARBACHE.....	180
Extrait de l'arrêté n° 20084343 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MAXEVILLE.....	181
Extrait de l'arrêté n° 20084361 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PIENNES.....	181
Extrait de l'arrêté n° 20084366 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PONT-A-MOUSSON.....	182
Extrait de l'arrêté n° 20084367 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PONT-SAINT-VINCENT.....	182
Extrait de l'arrêté n° 20084369 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PULNOY.....	183
Extrait de l'arrêté n° 20084370 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à ROSIERES-AUX-SALINES.....	183
Extrait de l'arrêté n° 20084372 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SAULNES.....	184
Extrait de l'arrêté n° 20084375 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SERROUVILLE.....	184
Extrait de l'arrêté n° 20084379 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à TOUL.....	185
Extrait de l'arrêté n° 20084381 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VALLEROY.....	186
Extrait de l'arrêté n° 20084385 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VILLERS-LES-NANCY.....	186
Extrait de l'arrêté n° 20084387 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VILLERS-LA-MONTAGNE.....	187
Extrait de l'arrêté n° 20084388 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VILLERUPT.....	187
Arrêté n° 20084302 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à DAMELEVIÈRES.....	188
Extrait de l'arrêté n° 20084321 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à JARVILLE – rue du Général Leclerc.....	188
Extrait de l'arrêté n° 20084323 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à JARVILLE – rue de la République.....	189
Extrait de l'arrêté n° 20084325 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LAXOU – rue Paul Déroulède.....	189
Extrait de l'arrêté n° 20084326 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LAXOU – rue de la Mortagne.....	190
Extrait de l'arrêté n° 20084334 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LONGWY.....	190
Extrait de l'arrêté n° 20084339 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LUNEVILLE.....	191
Extrait de l'arrêté n° 20084341 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MALZEVILLE.....	191
Extrait de l'arrêté n° 20084345 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MONT-SAINT-MARTIN.....	192
Extrait de l'arrêté n° 20084348 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NANCY – Rue du Sergent Blandan.....	192
Extrait de l'arrêté n° 20084354 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NANCY – Rue des Jardiniers.....	193
Extrait de l'arrêté n° 20084355 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NANCY – Rue Pierre Sépard.....	193
Extrait de l'arrêté n° 20084359 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NEUVES-MAISONS.....	193
Extrait de l'arrêté n° 20084360 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PAGNY-SUR-MOSELLE.....	194
Extrait de l'arrêté n° 20084368 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PONT-A-MOUSSON.....	194
Extrait de l'arrêté n° 20084371 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SAINT-MAX.....	195
Extrait de l'arrêté n° 20084374 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SEICHAMPS.....	195
Extrait de l'arrêté n° 20084377 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à TOMBLAINE.....	196
Extrait de l'arrêté n° 20084383 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Square de Liège.....	196
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	197
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	197

Arrêté du 30 janvier 2012 autorisant la modification des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière d'hydraulique et d'ordures ménagères.....	197
Arrêté du 3 février 2012 modifiant l'arrêté du 18 décembre 2011 portant création du pôle métropolitain du sillon lorrain, suite au constat d'une erreur matérielle.....	198
Bureau des procédures environnementales.....	198
Raccordement 63 kV du poste des Longs Prés (SAS Toul Rosières 2&3) sur le poste d'AVRIMA - Autorisation d'exécution du 11 janvier 2012.....	198
Reconstruction de la liaison souterraine à 63 000 volts LANEUVEVILLE - TAPIS VERT n° 2 - Autorisation d'exécution du 23 janvier 2012.....	199
Arrêté du 6 février 2012 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS).....	200
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	200
Bureau de l'interministérialité.....	200
Affaires économiques – Commission départementale d'aménagement commercial.....	200
Dossier n°43-2011 - demande de création d'un magasin de bricolage à SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	200
Dossier n°44-2011 - demande de création d'un ensemble commercial à SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	201
Dossier n°45-2012 - demande de création d'un ensemble commercial à FLEVILLE-DEVANT-NANCY.....	201
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	202
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	202
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	202
Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-004 du 6 février 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de démolition d'un bâtiment sur l'aire de Dommartin sur A31 au PR 232.....	202
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	203
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	203
Cellules personnes âgées.....	203
Arrêté 2011 ARS N°284 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°342 du 26 décembre 2011 portant décision de labellisation autorisant à titre provisoire la création d'un pôle d'activités de soins adaptés (PASA) au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de ROSIERES-AUX-SALINES.....	204
Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N° 035 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 003 du 16 janvier 2012 portant transfert à l'Etablissement public médico-social communal de FAULX de l'autorisation de création et de gestion de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) précédemment accordée à l'Etablissement public de santé « Centre de moyen Séjour » de Faulx.....	204
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	205
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	205
Décision du 3 février 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à AUBOUÉ au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	205
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	206
TRESORERIE DE BAYON-BLAINVILLE.....	206
Procuration sous seing privé du 15 novembre 2011 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature – trésorerie de BAYON-BLAINVILLE.....	206
TRESORERIE DE MAXEVILLE.....	206
Procuration sous seing privé du 15 décembre 2011 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature – trésorerie de MAXEVILLE.....	206
INSPECTION ACADEMIQUE.....	206
DIVISION DU 1ER DEGRE.....	206
Arrêté du 24 janvier 2012 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	206
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	207
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	207
Arrêté du 27 janvier 2012 n° 27 modifiant l'arrêté préfectoral du 9 mai 1975 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BERTRAMBOIS.....	207
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/028 du 27 janvier 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de VELAINES-SOUS-AMANCE.....	208
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/026, du 27 janvier /2012, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de ROZELIEURES.....	208
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 031 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT – BEZANGE LA PETITE (57) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3305.....	209
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 032 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3302.....	209
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 033 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MURVILLE - LES BAROCHES - MONT BONVILLERS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3299.....	210
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 034 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLEVILLE LIXIERES - BETTAINVILLERS - BRIEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3309.....	210
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 035 du 30 janvier 2012, portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à MIGNEVILLE – ANCERVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3295.....	211
Arrêté n° 036 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Malzéville.....	212
Arrêté n° 037 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Jarny.....	212
Arrêté n° 038 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Neuville-lès-Badonviller.....	212
Arrêté n° 039 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Mont-sur-Meurthe.....	213
Arrêté n° 041 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Vroncourt.....	213
Arrêté n° 042 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Onville.....	213
Arrêté n° 043 du 1er février 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de Laneuvelotte.....	214
Arrêté n° 040 du 7 février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Hammeville.....	214
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	215
Arrêté DDT-PECHE 2012/006 du 2 février 2012 autorisant l'office national de l'eau et des milieux aquatiques à pratiquer des pêches à des fins scientifiques, à prélever et à transporter du poisson dans le département de Meurthe-et-Moselle pour 2012.....	215
Arrêté DDT-PECHE 2012/007 du 30 janvier 2012 instituant des réserves de pêche en 2012 sur la Meurthe et la Vezouze.....	216
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	217
Arrêté n° 12.D.D.P.P.13 du 3 février 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Perrine FAGES à Ludres.....	217
Arrêté n° 12.D.D.P.P.14 du 3 février 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Julien FERTONS à Essey-lès-Nancy.....	217
Service de la protection des consommateurs.....	218
Arrêté du 8 février 2012 fixant le tarif des transports par taxis.....	218
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	219
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	219
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	219
Bureau de l'interministérialité.....	219
Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 30 janvier 2012 entre l'administration chargée du domaine et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est.....	219
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	220
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	220
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	220
Unité affaires transversales et contentieux.....	220
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 63520 du 6 février 2012 autorisant SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de MAXEVILLE.....	220
AUTRES SERVICES.....	220
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	220

Avis de recrutement de 7 adjoints administratifs hospitaliers.....	220
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL POMPEY – LAY SAINT CHRISTOPHE.....	220
Avis de concours sur titres interne pour le recrutement d'un INFIRMIER CADRE DE SANTE pour service de Soins de Suite et Réadaptation.....	220

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET
Bureau des polices administratives

Arrêté du 6 février 2012 modifiant l'arrêté du 10 août 2011 nommant les membres de la commission départementale de sécurité routière

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles R 411-10 à R 411-12 ;
VU le code du sport, notamment les articles R.331-26 modifié et R.331-37 à R.331-42 ;
VU le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1986 modifié, portant création de la commission départementale de sécurité routière;
VU les arrêtés préfectoraux des 10 juin 1993, 1er août 1996, 15 juillet 1999, 20 juin 2002, 26 juillet 2005 et 16 juillet 2008 portant nomination des membres de la Commission Départementale de Sécurité Routière;
VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2011 nommant pour trois ans les membres de la commission départementale de sécurité routière de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décès, en date du 7 octobre 2011, de M. Maurice VILLAUME, conseiller général de BAYON, maire de DAMELEVIERES, membre suppléant de ladite commission, en qualité de représentant des élus ;
VU le courrier du 20 janvier 2012 du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, proposant la nomination, en remplacement de M. Maurice VILLAUME, de M. Christophe SONREL, élu le 11 décembre 2011 conseiller général de BAYON et maire de DAMELEVIERES ;
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 10 août 2011 sus-visé est modifié ainsi qu'il suit :

Sous la présidence du Préfet de Meurthe-et-Moselle ou de son représentant, la composition de la commission départementale de sécurité routière est fixée comme suit :

2 - Représentants des élus:

- représentants du Conseil Général :

MM. Christophe SONREL, conseiller général de BAYON, est nommé membre suppléant en remplacement de M. Maurice VILLAUME, décédé. Son mandat expirera lors du prochain renouvellement de la commission, en 2014.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet, est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chaque membre de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110379 du 7 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la POSTE de CIREY-SUR-VEZOUZE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 30 rue JOFFRE, 54480 CIREY SUR VEZOUZE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110379.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, et dont une copie sera transmise au Maire de CIREY SUR VEZOUZE ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20110380 du 7 février 2012 autorisant la mise en œuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la POSTE de SAINT-CLEMENT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 13 avenue de la Gare, 54950 SAINT-CLEMENT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110380.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, et dont une copie sera transmise au Maire de SAINT-CLEMENT ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20110397 du 7 février 2012 autorisant la mise en oeuvre de l'installation d'un système de vidéoprotection à la POSTE de NANCY – Grande Rue

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 77 Grande RUE, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110397.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes, prévention des atteintes aux biens, autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110459 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection du CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE CENTRE EST à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. Jean-Claude AMSLER, Directeur des moyens généraux au CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE CENTRE EST pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 16 rue Raymond POINCARE, 54000 NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 sus-visé, au CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE CENTRE EST est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20110459.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. LINGAT Olivier, Directeur Général.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Jean-Claude AMSLER, Directeur des moyens généraux au CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE CENTRE EST, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084298 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à CONFLANS-EN-JARNISY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 30 mai 2006 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 2 rue de VERDUN, 54800 CONFLANS EN JARNISY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 30 mai 2006 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084298.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de CONFLANS EN JARNISY, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.
Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084306 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à ESSEY-LES-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Place de la REPUBLIQUE, 54270 ESSEY LES NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084306.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire d'ESSEY LES NANCY.
Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084310 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à FROUARD

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 4 rue Pierre CURIE, 54390 FROUARD ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084310.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de FROUARD.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084314 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à GORCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 46 rue du CHÂTEAU, 54730 GORCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084314.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de GORCY, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084318 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à HERSERANGE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 120 rue de PARIS, 54440 HERSERANGE.

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084318.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire d'HERSERANGE ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084324 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997, modifié le 15 mars 2006, portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 17 rue du Général PATTON, 54410 LANEUEVILLE DEVANT NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084324.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de LANEUEVILLE DEVANT NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084332 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LONGLAVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé place du 24 juillet 1897, 54810 LONGLAVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084332.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de LONGLAVILLE, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084342 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MARBACHE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 60 rue CLEMENCEAU, 54820 MARBACHE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084342.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de MARBACHE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084343 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MAXEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 12 rue du 15 septembre 1944, 54320 MAXEVILLE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable,

conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n°20084343.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, ainsi qu'au Maire de MAXEVILLE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084361 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PIENNES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 9 rue du 8 mai 1945, 54490 PIENNES ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084361.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de PIENNES ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084366 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PONT-A-MOUSSON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé allée du BREUIL, 54700 PONT-A-MOUSSON ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable,
conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n°20084366.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Le nombre de caméras est porté à 2 caméras intérieures.

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 7 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 8 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 9 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, ainsi qu'au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084367 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PONT-SAINT-VINCENT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 31 route de l'EGLISE, 54550 PONT SAINT VINCENT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable,
conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084367.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de PONT SAINT VINCENT.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084369 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PULNOY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé anciennement situé Centre Commercial LE BOURG, et installé à l'adresse suivante : Place de la REPUBLIQUE, 54280 PULNOY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084369.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Le nombre de caméras est porté à 3 caméras intérieures et 1 caméra extérieure.

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 7 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 8 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 9 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, ainsi qu'au Maire de PULNOY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084370 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à ROSIERES-AUX-SALINES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 17 rue GAMBETTA, 54110 ROSIERES AUX SALINES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084370.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Le nombre des caméras est porté à 2 caméras intérieures.

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 7 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 8 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 9 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, ainsi qu'au Maire de ROSIERES AUX SALINES .

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084372 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SAULNES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Place du 8 mai 1945, 54650 SAULNES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084372.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de SAULNES, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084375 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SERROUVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 14 rue de la POSTE, 54560 SERROUVILLE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n°20084375.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, au Maire de SERROUVILLE ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084379 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé rue des TRAITS DE VILLE, 54200 TOUL ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n°20084379.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Le nombre des caméras est porté à 3 caméras intérieures.

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 7 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 8 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 9 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, à Mme le Maire de Toul ainsi qu'à M. le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084381 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VALLEROY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 1 place de la Mairie, 54910 VALLEROY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à La POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084381.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Le nombre des caméras est porté à 2 caméras intérieures.

Article 6 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 7 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 8 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 9 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, au Maire de VALLEROY ainsi qu'à Mme la Sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084385 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VILLERS-LES-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé anciennement situé 36 boulevard VALTRICHE, et installé à l'adresse suivante : avenue Paul MULLER, 54600 VILLERS LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084385.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, ainsi qu'au Maire de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084387 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VILLERS-LA-MONTAGNE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 87 rue Gaston DUPUIS, 54920 VILLERS LA MONTAGNE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084387.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de VILLERS LA MONTAGNE, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084388 du 7 février 2012 autorisant la reconduction de l'autorisation d'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VILLERUPT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé anciennement situé 6 rue Danielle CASANOVA, et installé à l'adresse suivante : Place JOLIOT CURIE, 54190 VILLERUPT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084388.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de la POSTE, au Maire de VILLERUPT ainsi qu'à la Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084302 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à DAMELEVIERES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 1 rue Pierre SEMARD, 54360 DAMELEVIERES, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084302.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 27 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- la durée de conservation des images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de DAMELEVIERES, ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084321 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à JARVILLE – rue du Général Leclerc

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 6 rue du général LECLERC, 54140 JARVILLE, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084321.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084323 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à JARVILLE – rue de la République

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 90 rue de LA REPUBLIQUE, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée,

à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084323.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 16 avril 1999 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le droit d'accès aux images
- la durée de conservation des images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084325 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LAXOU – rue Paul Déroulède

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 14 rue Paul DEROULEDE, 54520 LAXOU, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084325.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de LAXOU.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084326 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LAXOU – rue de la Mortagne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 5 rue de la MORTAGNE, 54520 LAXOU, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée,

à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084326.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 27 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de LAXOU.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084334 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 3 Place LECLERC, 54400 LONGWY, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084334.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures

- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de LONGWY, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084339 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 1 rue CARNOT, 54300 LUNEVILLE, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée,

à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084339.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084341 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MALZEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 2 allée Charles COURNAULT, 54220 MALZEVILLE, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084341.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images
- la durée de conservation des images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de MALZEVILLE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084345 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à MONT-SAINT-MARTIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 5 boulevard du 8 mai 1945, 54350 MONT ST MARTIN, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084345.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de Mont-Saint-Martin, ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084348 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NANCY – Rue du Sergent Blandan

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997, modifié le 17 mai 2010, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 133 rue du Sergent BLANDAN, 54000 NANCY, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084348.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084354 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NANCY – Rue des Jardiniers

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 53 rue des JARDINIERS, 54000 NANCY, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084354.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le droit d'accès aux images
- la durée de conservation des images
- la finalité du système

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084355 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NANCY – Rue Pierre Sémar

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 65 rue Pierre SEMARD, 54000 NANCY, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084355.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le droit d'accès aux images
- la durée de conservation des images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084359 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à NEUVES-MAISONS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 107 rue Jules FERRY, 54230 NEUVES MAISONS, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084359.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de NEUVES MAISONS.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084360 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PAGNY-SUR-MOSELLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 25 rue de SERRE, 54530 PAGNY SUR MOSELLE, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084360.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 19 juin 1998 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le droit d'accès aux images
- la durée de conservation des images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, au Maire de PAGNY SUR MOSELLE ainsi qu'à M. le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084368 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à PONT-A-MOUSSON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 59 rue du 26ème BCP, 54700 PONT A MOUSSON, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084368.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 avril 2005 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures

- le droit d'accès aux images

- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084371 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SAINT-MAX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1998, modifié les 14 août 2008 et 18 octobre 2011, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 107 avenue CARNOT, 54130 SAINT MAX, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084371.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 13 octobre 1998 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 - Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures

- le droit d'accès aux images

- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de SAINT MAX.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084374 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à SEICHAMPS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 7 avenue de l'EUROPE, 54280 SEICHAMPS, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084374.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de SEICHAMPS.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084377 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à TOMBLAINE

Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 2 rue Anatole FRANCE, 54510 TOMBLAINE, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084377.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le droit d'accès aux images
- la durée de conservation des images
- la finalité du système

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de TOMBLAINE.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Extrait de l'arrêté n° 20084383 du 7 février 2012 autorisant la modification de l'installation du système de vidéoprotection de LA POSTE à VANDOEUVRE-LES-NANCY – Square de Liège

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998, modifié le 17 mai 2010, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 9 SQUARE DE LIEGE, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 novembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084383.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 19 juin 1998 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE.

Article 3 – Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras intérieures et extérieures
- le droit d'accès aux images
- les personnes habilitées à accéder aux images

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE ainsi qu'au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 7 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 30 janvier 2012 autorisant la modification des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière d'hydraulique et d'ordures ménagères

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Couronné ;

VU la délibération du 10 novembre 2010 par laquelle la communauté de communes du Grand Couronné décide de modifier la compétence « hydraulique » ;

VU la lettre de notification en date du 22 avril 2011 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur cette modification ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Agincourt (20/05/2011), Amance (22/06/2011), Bouxières-aux-Chênes (21/06/2011), Buissoncourt (30/05/2011), Cerville (18/05/2011), Champenoux (17/06/2011), Eulmont (17/06/2011), Gellenoncourt (15/06/2011), Haraucourt (09/05/2011), Laître-sous-Amance (06/06/2011), Lénoncourt (27/05/2011), Mazerulles (17/06/2011), Moncel-sur-Seille (16/06/2011) ;

VU la délibération du 29 juin 2011 par laquelle la communauté de communes du Grand Couronné décide de modifier la compétence « ordures ménagères » ;

VU la lettre de notification en date du 19 août 2011 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur cette modification ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Agincourt (23/09/2011), Amance (28/09/2011), Bouxières-aux-Chênes (28/10/2011), Buissoncourt (26/09/2011), Champenoux (17/10/2011), Dommartin-sous-Amance (30/09/2011), Erbéviller-sur-Amezule (23/09/2011), Eulmont (22/09/2011), Gellenoncourt (22/09/2011), Haraucourt (17 septembre 2011), Laître-sous-Amance (12/09/2011), Laneuvelotte (06/09/2011), Lénoncourt (16/09/2011), Mazerulles (7/10/2011), Moncel-sur-Seille (16 septembre 2011), Sornéville (08/09/2011) et Velaine-sous-Amance (10/11/2011) ;

VU l'avis avec réserves de la commune de Cerville en date du 26 septembre 2011 ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération dans le délai de consultation de 3 mois vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La compétence « 4.Hydraulique » de la communauté de communes du Grand Couronné est remplacée comme suit :

« 4.Hydraulique :

Renaturation des cours suivant la liste et la carte jointe. Tous les cours d'eau et fossés qui ne sont pas présents dans cette liste et cette délimitation, ne relèveront pas de la compétence de la communauté de communes du grand Couronné, mais de celles des communes. »

Le reste sans changement.

Article 2 : La cartographie couleur des cours d'eau concernés, annexée à la délibération du conseil communautaire du 10 novembre 2010, est consultable en préfecture et au siège de la communauté de communes.

Article 3 : Le paragraphe 1 de la compétence optionnelle « Protection et mise en valeur de l'environnement » est remplacé comme suit :

« 1. Collecte, transport, tri et traitement des déchets ménagers et assimilés ».

Le reste sans changement.

Article 4 : Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 30 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

La liste et la cartographie couleur des cours d'eau concernés ainsi que les statuts annexés sont consultables à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Arrêté du 3 février 2012 modifiant l'arrêté du 18 décembre 2011 portant création du pôle métropolitain du sillon lorrain, suite au constat d'une erreur matérielle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5731-1 et suivants, et L5711-1-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2011 portant création du Pôle métropolitain du Sillon Lorrain et les statuts annexés ;
CONSIDÉRANT que le libellé de l'article 4 de l'arrêté précité et son annexe relative aux statuts doivent être modifiés suite à une erreur matérielle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : En raison d'une erreur matérielle :

1) L'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

« ARTICLE 4 : Répartition des sièges :

Le Pôle Métropolitain est administré par un comité syndical composé de délégués titulaires élus par les EPCI membres en leur sein pour la durée du mandat.

La répartition des sièges est effectuée sur la base du poids démographique de chaque intercommunalité à raison de :

- 3 délégués par intercommunalité quelle que soit sa population,
- 1 délégué supplémentaire pour chacune des strates de population.

de 0 à 100 000 habitants

de 100 000 à 200 000 habitants

de 200 000 à 300 000 habitants

Soit lors de la création :

- 4 délégués titulaires représentant la Communauté d'agglomération d'Epinal-Golbey,
- 6 délégués titulaires représentant la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- 6 délégués titulaires représentant la Communauté d'agglomération Metz Métropole,
- 4 délégués titulaires représentant la Communauté d'agglomération de Portes de France Thionville.

La pondération démographique est réexaminée lors de chaque renouvellement général des conseils communautaires. »

2) L'annexe relative aux statuts du pôle métropolitain du sillon lorrain jointe à l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2011 est remplacée par l'annexe ci-jointe.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du pôle métropolitain du Sillon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux collectivités membres du syndicat et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, aux préfets de la région Lorraine et des Vosges et qui sera inséré aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges.

Nancy, le 3 février 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

L'annexe relative aux statuts du pôle métropolitain du sillon lorrain jointe à l'arrêté est consultable en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Bureau des procédures environnementales**Raccordement 63 kV du poste des Longs Prés (SAS Toul Rosières 2&3) sur le poste d'AVRIMA - Autorisation d'exécution du 11 janvier 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'énergie,
VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,

VU le dossier déposé le 24 août 2011 par RTE EDF Transport SA pour construire l'ouvrage objet de la demande,

VU la délégation de signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 22 août 2011,

VU la subdélégation de signature de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du 1er septembre 2011,

VU l'avis des maires et services consultés le 29 août 2011 :

- CONSEIL GENERAL : réponse du 26/09/2011 ;
- Mairie de BLENOD LES PONT A MOUSSON ;
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ;
- CHAMBRE DES METIERS : réponse du 01/09/2011 ;
- CHAMBRE D'AGRICULTURE : réponse du 06/10/2011 ;
- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES : réponse du 30/08/2011 ;
- ARS 54 : réponse du 30/08/2011 ;
- SERVICE DE LA NAVIGATION : réponse du 16/09/2011 ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine - SRMN : réponse du 26/09/2011 ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine - UT54 : réponse du 28/10/2011 ;
- Direction Départementale des Territoires : réponse du 28/09/2011 ;
- GRT gaz : réponse du 27/09/2011 ;
- Institut national de l'origine et de la qualité : réponse du 08/09/2011 ;
- FRANCE TELECOM : réponse du 19/10/2011 ;

VU les remarques et demandes formulées par :

- CONSEIL GENERAL ;
- CHAMBRE D'AGRICULTURE ;
- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES ;
- GRT gaz ;
- FRANCE TELECOM ;

VU les réponses satisfaisantes apportées par RTE EDF Transport SA le 30 novembre 2011,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

ARRETE

Article 1er : RTE EDF Transport SA est autorisée à exécuter l'ouvrage objet de la demande, conformément au dossier susvisé, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans la mairie de BLENOD LES PONT A MOUSSON.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires et le maire de BLENOD LES PONT A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme est également adressée à M. le directeur de RTE EDF Transport SA et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
 - par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- La présente autorisation sera adressée à RTE EDF Transport SA et sa copie à :
- MM. les chefs des services et le maire consultés ;
 - M. le préfet de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 11 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de service prévention des risques,
Thomas AILLERET

Reconstruction de la liaison souterraine à 63 000 volts LANEUEVILLE - TAPIS VERT n° 2 - Autorisation d'exécution du 23 janvier 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'énergie,

VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,

VU le dossier déposé le 19 juillet 2011 par RTE EDF Transport SA pour construire l'ouvrage objet de la demande,

VU la délégation de signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle du 22 août 2011,

VU la subdélégation de signature de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement du 1er septembre 2011,

VU l'avis des maires et services consultés le 27 octobre 2011 :

- CONSEIL GENERAL : réponse du 21/12/2011 ;
 - M. le Maire de LANEUEVILLE DEVANT NANCY : réponse du 07/12/2011 ;
 - M. le Maire de JARVILLE LA MALGRANGE ;
 - M. le Maire de NANCY ;
 - M. Le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy : réponse du 20/12/2011 ;
 - REGION MILITAIRE DE DEFENSE NORD-EST ;
 - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ;
 - CHAMBRE DES METIERS : réponse du 03/11/2011 ;
 - CHAMBRE D'AGRICULTURE : réponse du 03/11/2011 ;
 - Agence Régionale de Santé (54) : réponse du 10/11/2011 ;
 - DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES : réponse du 18/11/2011 ;
 - Direction interdépartementale des routes EST ;
 - SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE : réponse du 08/11/2011 ;
 - Direction Départementale des Territoires : réponse du 19/12/2011 ;
 - GRT gaz : réponse du 08/11/2011 ;
 - ERDF ;
 - SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS : réponse du 07/12/2011 ;
 - Voies navigables de France : réponse du 27/12/2011 ;
 - ErDF - Maîtrise d'ouvrage postes ;
 - France télécom : réponse du 07/11/2011 ;
 - Numéricable ;
 - GrDF - Gaz réseau Distribution ;
- VU les remarques et demandes formulées par :
- France télécom - Service DICT DT Est ;
 - CONSEIL GENERAL ;
 - Direction Départementale des Territoires (service de l'urbanisme) ;
 - CHAMBRE D'AGRICULTURE ;
 - DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES ;
 - GRT gaz ;
 - Voies navigables de France ;

VU les réponses satisfaisantes apportées par RTE EDF Transport SA le 27 octobre 2011 et notifiées à RTE EDF Transport SA pour en tenir compte lors de l'exécution des travaux.

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

ARRETE

Article 1er : RTE EDF Transport SA est autorisé à exécuter l'ouvrage objet de la demande, conformément au dossier susvisé, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies de Laneuveville-devant-Nancy, Jarville-La Malgrange et Nancy.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires et les maires de Laneuveville devant Nancy, Jarville la Malgrange et Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme est également adressée à M. le directeur de RTE EDF Transport SA et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de NANCY :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
 - par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- La présente autorisation sera adressée à RTE EDF Transport SA et sa copie à :
- MM. les maires et chefs des services consultés ;

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle.
Metz, le 23 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef du service prévention des risques,
Thomas AILLERET

Arrêté du 6 février 2012 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ;
VU l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives, ratifiée par la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2010 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites
VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2011 modifiant l'arrêté du 10 mai 2011 portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
VU les propositions du président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle en date des 31 mai et 13 octobre 2011 ;
VU les propositions du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 30 janvier 2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté du 11 août 2011 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "de la nature" est modifié comme suit :

2-2 : collège des élus

Titulaires

M. Olivier TRITZ, conseiller général, en remplacement de M. Maurice VILLAUME

Suppléants

M. Bernard MULLER

Le reste sans changement.

Article 2 : L'article 4 de l'arrêté du 15 janvier 2010 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "de la publicité" est modifié comme suit :

4-3 : collège des personnalités qualifiées

Titulaires

M. Jean-Marie VILDECAS, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de Mme Nicole GIRARD

Suppléants

Mme Nicole GIRARD, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, en remplacement de M. Alain EVEN

Le reste sans changement.

Article 3 : L'article 5 de l'arrêté du 10 mai 2011 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-2 : collège des élus

Titulaire

M. Michel DINET, président du conseil général

Suppléant

M. Olivier TRITZ, en remplacement de M. Maurice VUILLAUME

Le reste sans changement.

Article 4 : La durée du mandat des membres visés au présent arrêté dure jusqu'au 15 janvier 2013, date d'expiration du mandat de l'ensemble des membres de la commission.

Article 5 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Affaires économiques – Commission départementale d'aménagement commercial

Dossier n°43-2011 - demande de création d'un magasin de bricolage à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;
VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 instituant la commission départementale d'équipement commercial ;
VU la demande d'autorisation présentée par la SCCV « les Portes de Saint-Nicolas » en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin de bricolage de 4753 m², situé Route de Ville-en-Vermois à Saint-Nicolas-de-Port ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur la demande visée ci-dessus, est composée comme suit :

1. Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Saint-Nicolas-de-Port ou son représentant

B – un maire d'une commune située dans la zone de chalandise du projet examiné, désigné au titre de l'article R751-2 du code de commerce

- M. le maire de Varangéville ou son représentant

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'agglomération multicommunale à laquelle appartient la commune d'implantation

- M. le maire de Dombasle-sur-Meurthe ou son représentant

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale Sud Meurthe-et-Moselle ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

2. Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

M. Cilla : collège consommation

M. Husson : collège développement durable

M. Gry : collège aménagement du territoire

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et à la société SCCV « les Portes de Saint-Nicolas ».

Nancy, le 7 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

Dossier n°44-2011 - demande de création d'un ensemble commercial à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;
VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 instituant la commission départementale d'équipement commercial ;
VU la demande d'autorisation présentée par la société SCCV « les Portes de Saint-Nicolas » en qualité de promoteur et par la société « Supermarchés Match » en qualité de future exploitante de l'hypermarché, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 15470 m², situé Route de Ville-en-Vermois à Saint-Nicolas-de-Port ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur la demande visée ci-dessus, est composée comme suit :

1. Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Saint-Nicolas-de-Port ou son représentant

B – un maire d'une commune située dans la zone de chalandise du projet examiné, désigné au titre de l'article R751-2 du code de commerce

- M. le maire de Varangéville ou son représentant

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'agglomération multicommunale à laquelle appartient la commune d'implantation

- M. le maire de Dombasle-sur-Meurthe ou son représentant

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale Sud Meurthe-et-Moselle ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

2. Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

M. Cilla : collège consommation

M. Husson : collège développement durable

M. Gry : collège aménagement du territoire

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et respectivement aux sociétés SCCV « les Portes de Saint-Nicolas » et « Supermarchés Match ».

Nancy, le 7 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

Dossier n°45-2012 - demande de création d'un ensemble commercial à FLEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;
VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012 instituant la commission départementale d'équipement commercial ;
VU la demande d'autorisation présentée par la SCI Frofle en qualité de futur propriétaire de l'ensemble immobilier concerné par le projet, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 3136 m², situé rue Antoine de Saint-Exupéry, ZAC de Frocourt à Fléville-Devant-Nancy ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur la demande visée ci-dessus, est composée comme suit :

1. Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Fléville-devant-Nancy ou son représentant

B – un maire d'une commune située dans la zone de chalandise du projet examiné, désigné au titre de l'article R751-2 du code de commerce

- M. le maire de Hellecourt ou son représentant

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'agglomération multicommunale à laquelle appartient la commune d'implantation

- M. le maire de Nancy ou son représentant

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale Sud Meurthe-et-Moselle ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

2. Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

1. M. Cilla : collège consommation

2. M. Husson : collège développement durable

3. M. Gry : collège aménagement du territoire

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et à la société SCI FROFLE.

Nancy, le 7 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-004 du 6 février 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de démolition d'un bâtiment sur l'aire de Dommartin sur A31 au PR 232

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 02/02/2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 06/02/2012;

VU l'avis du district de Nancy en date du 02/02/2012;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31	
Points Repères PR. et sens	PR 232,500 aire de Toul Dommartin	
SECTION	TOUL - NANCY	
NATURE DES TRAVAUX	Démolition bâtiment d'accès passerelle existante	
PERIODE GLOBALE	De nuit 14 au 15 février 2012 de 21h à 6h	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de l'aire de Dommartin	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE de la société SOTRAVER	MISE EN PLACE PAR la société de SOTRAVER sous surveillance du CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	14 au 15 Février 2012 de 21h à 6h	PR 232,00 sens 2	Fermeture bretelle d'accès à l'aire de Dommartin	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de APRR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 6 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellules personnes âgées

Arrêté 2011 ARS N°284 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°342 du 26 décembre 2011 portant décision de labellisation autorisant à titre provisoire la création d'un pôle d'activités de soins adaptés (PASA) au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de ROSIERES-AUX-SALINES

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles (CASF) ;
VU la loi n°2001-02 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 relative au financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 268 du en date du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
VU le schéma gériatrique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;
VU la circulaire DGAS du 6 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan « Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 », notamment la mesure 16 ;
VU l'instruction interministérielle DGAS du 7 janvier 2010 relative à l'application du volet médico-social du plan Alzheimer ;
VU la circulaire interministérielle du 29 avril 2011 relative aux orientations de l'exercice 2010 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées ;
VU la décision du directeur de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie du 18 mai 2011 fixant le montant pour 2011 des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L314-3 du code de l'action sociale et des familles ;
VU la demande transmise le 11 décembre 2009 par l'établissement et le complément de dossier transmis le 3 mai 2011 ;
CONSIDERANT que le projet répond aux besoins identifiés du territoire et aux orientations du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012, définies par la circulaire ministérielle du 6 juillet 2009 et l'instruction interministérielle du 7 janvier 2010, portant notamment sur l'objectif de créations des PASA ;
CONSIDERANT que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles et intègre les démarches d'évaluation et les systèmes d'information respectivement prévus aux articles L312-8 et L 312-9 du CASF ;
CONSIDERANT que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire dépendance de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales –secteur personnes âgées- à prévoir par l'Assemblée Départementale ;
CONSIDERANT que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire soins de ce projet est compatible avec le montant de l'enveloppe de financement des sections soins des établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées dépendantes, notifiée par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;
SUR proposition du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E N T

Article 1er : La labellisation d'un PASA de 12 places sans extension de capacité est accordée à compter du 8 novembre 2011, à titre provisoire, à l'EHPAD de ROSIERES-AUX-SALINES, situé rue du Paquis des Toiles.

Article 2 : La labellisation d'un PASA accordée à l'article 1 est soumise au respect des conditions suivantes :

- 1.réaliser les travaux d'aménagement définis dans le projet « PASA » de l'établissement ;
- 2.mener une réflexion afin de déterminer l'intérêt de maintenir un fonctionnement du PASA toute l'année, sans interruption pendant les congés scolaires ;
- 3.affecter 1 équivalent temps plein (ETP) d'agents à la qualification d'assistant de soins en gériatrie ;
- 4.affecter 0,40 ETP d'ergothérapeute supplémentaire ;
- 5.étudier la possibilité de créer 0,10 ETP supplémentaire de psychologue.

Article 3 : Une visite de confirmation de la labellisation sera programmée dans un délai maximum d'un an à compter de la présente décision.

Article 4 : La pérennité du financement du PASA est subordonnée au résultat de la visite citée à l'article 3.

Article 5 : Les recours contentieux contre la présente décision doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et la directrice générale adjointe aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 26 décembre 2011

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Pour le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
La Vice-Présidente déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,

Michèle PILOT

Arrêté 2012 ARS/DT54/PA N° 035 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 003 du 16 janvier 2012 portant transfert à l'Etablissement public médico-social communal de FAULX de l'autorisation de création et de gestion de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) précédemment accordée à l'Etablissement public de santé « Centre de moyen Séjour » de Faulx

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le schéma gériatrique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine du 21 juillet 2011 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU la décision ARS n° 2011/45 du 21 octobre 2011 constatant la caducité de l'autorisation d'activité de soins de suite et de réadaptation accordée à l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour » de FAULX ;
 VU l'arrêté conjoint du 26 octobre 2011 du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et du président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle autorisant l'extension de capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du centre de moyen séjour de FAULX ;
 VU la délibération n° 5B du 05 décembre 2011 du conseil municipal de FAULX portant création d'un établissement public médico-social communal ayant pour objet la gestion de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de FAULX ;
 CONSIDERANT le transfert de l'activité de soins de suite et de réadaptation du Centre de Moyen Séjour de FAULX vers le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;
 CONSIDERANT que la caducité de la seule autorisation d'activité sanitaire détenue par l'établissement est de nature à entraîner la suppression de cet établissement de santé par perte de son objet ;
 CONSIDERANT que la suppression de l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour de FAULX » est prévue à compter du 1er janvier 2012, et que cette situation nécessite de transférer l'autorisation dont il dispose relative à l'activité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à une autre structure gestionnaire ;
 CONSIDERANT qu'un établissement public médico-social communal a été créé par délibération du 05 décembre 2011 du conseil municipal de la commune de FAULX et que ce nouvel établissement public remplit les conditions permettant de reprendre l'activité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour de FAULX » en garantissant la continuité du service, la qualité des prestations et la continuité de la gestion des personnels ;
 SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'autorisation de création et de fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de FAULX, 1 rue Pasteur 54760 FAULX, d'une capacité de 168 places d'hébergement permanent, 2 places d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour, accordée initialement à l'établissement public de santé « Centre de Moyen Séjour » de FAULX est transférée à compter du 1er janvier 2012 à l'établissement public médico-social communal créé par la délibération n°5B du 05 décembre 2011 du conseil municipal de FAULX.

Article 2 : Les 168 places d'hébergement permanent sont habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 6 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

Article 3 : L'ensemble des droits et obligations liées à l'activité transférée sont repris à compter du 1er janvier 2012 par l'établissement public médico-social communal créé par la délibération n°5B du 05 décembre 2011 du conseil municipal de FAULX.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : A compter du 1er janvier 2012, cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 002 278 7

Code statut juridique : 21 « Etb. Social communal »

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 947 9

capacité : 176

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 168

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 168

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 168

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 6

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 6

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 6

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place de la Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement public médico-social communal de FAULX.

Nancy, le 16 janvier 2012

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean-François BENEVEISE

Pour le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
La Vice-Présidente déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 3 février 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à AUBOUÉ au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
 VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 31 janvier 2012 présentées par Monsieur SAUVINET Jean-Paul – Président de la Maison des Jeunes et de la Culture d'Auboué – Centre culturel Abowels – place du Général de Gaulle-54580 AUBOUÉ ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La Maison des Jeunes et de la Culture d'Auboué - Centre culturel Abowels – place du Général de Gaulle – 54580 AUBOUÉ SIRET 783 263 643 000 26 Code APE 9004Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 3 février 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

TRESORERIE DE BAYON-BLAINVILLE

Procuration sous seing privé du 15 novembre 2011 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature – trésorerie de BAYON-BLAINVILLE

Le soussigné Joël METTAVANT, trésorier de BAYON-BLAINVILLE

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général BAILLARGEAT Olivier, Agent d'administration lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/ Direction Départementale des Finances Publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE entendant ainsi transmettre à M. BAILLARGEAT Olivier tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Blainville-sur-l'Eau, le 15 novembre 2011

Signature du mandataire
BAILLARGEAT Olivier
agent d'administration

Signature du mandant
METTAVANT Joël
inspecteur

TRESORERIE DE MAXEVILLE

Procuration sous seing privé du 15 décembre 2011 à donner par les Comptables des Finances Publiques à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature – trésorerie de MAXEVILLE

Le soussigné Alain CUNY, responsable de la Trésorerie de MAXEVILLE (54)

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Mlle Audrey SISCO, Inspectrice des Finances Publiques lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de MAXEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de MAXEVILLE, entendant ainsi transmettre à Mlle Audrey SISCO tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

donner délégation à Mlle Audrey SISCO pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Maxéville le 15 décembre 2011

Signature du délégataire
SISCO Audrey
inspectrice des finances publiques

Signature du délégant
CUNY Alain
inspecteur divisionnaire des finances publiques

INSPECTION ACADEMIQUE DIVISION DU 1ER DEGRÉ

Arrêté du 24 janvier 2012 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'Education et notamment ses articles L 235-1 et R 235-1 à R 235-11 relatifs aux Conseils Départementaux de l'Education Nationale ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU les propositions des collectivités territoriales et des organismes intéressés ;
VU les propositions de l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat :

B) Au titre de U.N.S.A. Education (Tilleul Argente BP 2079 – E.17 Rue L. Bonnevey - 54100 NANCY)

TITULAIRE

Monsieur Régis LOUYOT

Professeur certifié

Lycée Stanislas

54600 VILLERS-LES-NANCY

En remplacement de Monsieur Claude THIEBAUT

Membres représentant les usagers :

A) Représentants de parents d'élèves (7 membres)

Au titre de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves F.C.P.E.

SUPPLEANTE

Madame Catherine LEBERT

25 avenue de la République

54800 CONFLANS EN JARNISY

En remplacement de Madame Fabienne PALINIEWICZ

C) Personnalités nommées en raison de leur compétence dans le domaine économique, social, éducatif ou culturel (2 membres)

Personnalité nommée par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle :

SUPPLEANT

Monsieur Laurent HEIDMANN

Directeur

Association Régionale

des Œuvres Educatives et de Vacances

de l'Education Nationale

C.O. n° 13

54035 NANCY CEDEX

En remplacement de Madame Corinne RIES

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 24 janvier 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté du 27 janvier 2012 n° 27 modifiant l'arrêté préfectoral du 9 mai 1975 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BERTRAMBOIS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Bertrambois ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 1975 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BERTRAMBOIS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU la demande présentée par M. et Mme JAXEL Joël ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 9 mai 1975 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrambois.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Bertrambois par les soins du maire.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Bertrambois sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de bertrambois,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. et Mme JAXEL Joël.

Nancy, le 27 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bertrambois

Circulaire F3/C 4 560 du 8 août 1967 modèle 11 bis

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

commune	section	désignation des terrains
Bertrambois		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
		A - Oppositions formulées au sens de l'article L. 422-10 (3°) du code de l'environnement :
		M. BRAUN Marc – gérant du G.F.B.C.
	C	439 à 443 – 445 – 456 à 524 pour un total de 652 ha 22 a 46 ca
	C	M. ANDRE Philippe (VAL-ET-CHATILLON) 445 – 454 – 455 pour un total de 61 ha 87 a 22 ca
	B	Compagnie Saint-Gobain (PONT-A-MOUSSON) 173 – 174 – 176 à 183 – 301
	C	540 pour un total de 151 ha 54 a 92 ca
		M. de TALHOUET Alain (PARIS)
	C	356 - 357 – 382 – 410 à 416 – 467 à 477 – 487 à 497 – 498 à 502 - 436 pour un total de 433 ha 77 a 90 ca
		B Oppositions formulées au sens de l'article L. 422-10 (5°) du code de l'environnement :
		<u>M. et Mme JAXEL Joël</u>
	A	<u>55 à 56, 64 à 66, 97, 157, 207, 213, 482, 512 et 551</u>
	B	128, 149, 157, 192 à 193
	C	66
		pour un total de 7 ha 37 a 22 ca

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association Foncière/028 du 27 janvier 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de VELAINES-SOUS-AMANCE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 décembre 1980 portant institution de l'association foncière de VELAINES SOUS AMANCE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de VELAINES SOUS AMANCE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 24 janvier 2012 du président de l'association foncière de VELAINES SOUS AMANCE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de VELAINES SOUS AMANCE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de VELAINES SOUS AMANCE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de VELAINES SOUS AMANCE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Nancy, le 27 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/026, du 27 janvier /2012, adoptant les statuts d'office de l'association foncière de ROZELIEURES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 décembre 1971 portant institution de l'association foncière de ROZELIEURES ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de ROZELIEURES, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 19 janvier 2012 du président de l'association foncière de ROZELIEURES ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de ROZELIEURES sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de ROZELIEURES.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de ROZELIEURES ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 27 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 031 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COINCOURT – BEZANGE LA PETITE (57) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3305

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/01/2012 par l'EARL DU PRIEURE (M. Mme RICHARD Christian et Edith) à XURES concernant 7,59 ha situés à COINCOURT et BEZANGE LA PETITE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de M. GUILLAUMONT Clément,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter et l'article 6 définissant les seuils de contrôle,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 26/01/2012 sur la demande précitée,
CONSIDERANT que la demande d'installation avec les aides de l'Etat de M. GUILLAUMONT Clément qui conformément à la réglementation n'est pas soumise à autorisation d'exploiter, relève selon l'article 3 du rang de priorité 1 et que la demande d'agrandissement de M. Mme RICHARD Christian et Edith (EARL DU PRIEURE) relève du rang de priorité 4 (exploitation de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU PRIEURE, composé de M. Mme RICHARD Christian et Edith, n'est pas autorisé à exploiter 7,59 ha (COINCOURT parcelles ZN 0015 - ZP 0042 – BEZANGE LA PETITE (57) parcelle 060010) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PRIEURE (M. Mme RICHARD Christian et Edith).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme RICHARD Christian et Edith, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COINCOURT et BEZANGE LA PETITE pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 032 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3302

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/01/2012 par l'EARL DE GOAPRE (M. LADOUCE Loïc) à SPONVILLE concernant 1,47 ha situés à SPONVILLE ; la motivation et le résultat étant la compensation partielle suite à perte de surface,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 26/01/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE GOAPRE, composé de M. LADOUCE Loïc, est autorisé à exploiter 1,47 ha (SPONVILLE parcelle ZB 16) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE GOAPRE (M. LADOUCE Loïc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. LADOUCE Loïc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SPONVILLE pour affichage. Nancy, le 30 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 033 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MURVILLE - LES BAROCHES - MONT BONVILLERS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3299

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/12/2011 par l'EARL DES CYPRES (Mme PAQUIN Sophie) à MURVILLE ; la motivation et le résultat étant le remplacement de M. PAQUIN Patrick (décédé),
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 26/01/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES CYPRES, composé de Mme PAQUIN Sophie, est autorisé jusqu'au 31/12/2013 à exploiter 164,45 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES CYPRES (Mme PAQUIN Sophie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Mme PAQUIN Sophie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MURVILLE - LES BAROCHES et MONT BONVILLERS pour affichage. Nancy, le 30 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 034 du 30 janvier 2012, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLEVILLE LIXIERES - BETTAINVILLERS - BRIEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3309

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
 VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
 VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/12/2011 par l'EARL DES PATUREAUX (MM LOUYOT Constant et THISSE André) à FLEVILLE LIXIERES concernant 213,19 ha situés à FLEVILLE LIXIERES - BETTAINVILLERS et BRIEY ; la motivation et le résultat étant le regroupement de deux exploitations individuelles (MM LOUYOT Constant et THISSE André) et création de l'EARL DES PATUREAUX,
 VU l'absence de demande concurrente,
 VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 26/01/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES PATUREAUX, composé de MM LOUYOT Constant et THISSE André, est autorisé à exploiter 213,19 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES PATUREAUX (MM LOUYOT Constant et THISSE André).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés MM LOUYOT Constant et THISSE André, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLEVILLE LIXIERES - BETTAINVILLERS et BRIEY pour affichage.

Nancy, le 30 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
 Le directeur départemental,
 Christophe FOTRÉ

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 035 du 30 janvier 2012, portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à MIGNEVILLE – ANCERVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3295

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-16, R312-1, R313-1 à R313-12 et R330-1 à R331-12 du code rural,
 VU la loi n°2006-11 du 5 janvier 2006 d'Orientation Agricole,
 VU le décret n°2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L.331-2 (6°) du code rural,
 VU le décret n°2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
 VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/11/2011 par MM RENAUX Alain et Thomas (SCEA DES SOURCES) à MIGNEVILLE concernant 35,03 ha situés à MIGNEVILLE et ANCERVILLER ; dont la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat de M. RENAUX Alain et constitution de la SCEA DES SOURCES composée de M. RENAUX Alain, associé exploitant et de M. RENAUX Thomas associé non exploitant,
 CONSIDERANT qu'il est nécessaire de traiter la reprise de l'exploitation de M. DUHAUT Denis dans sa globalité compte tenu du contexte local et que la DDT est en attente de retour de demandes concernant le même bien,
 SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la SCEA DES SOURCES, composée de MM RENAUX Alain et Thomas, portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par M. DUHAUT Denis à MIGNEVILLE et ANCERVILLER.

En l'attente de décision préfectorale d'ici le 02 mai 2012, la décision sera réputée favorable.

Article 2 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 30 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
 Le directeur départemental,
 Christophe FOTRÉ

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.
 L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

Arrêté n° 036 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Malzéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Malzéville en date du 22 septembre 2011 demandant l'application du régime forestier à la parcelle cadastrale 36 section AS territoire communal de Malzéville ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts en date du 10 janvier 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Malzéville	Malzéville	Bois de l'Hôpital	AS	36	20 ha 61 a 08
Total					20 ha 61 a 08

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Malzéville.

Nancy, le 1er février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 037 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Jarny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Jarny en date du 10 décembre 2008 demandant l'application du régime forestier à la parcelle cadastrale section AT 15ie (77 nouvelle), 16ie (79 nouvelle) territoire communal de Jarny ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 10 janvier 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Jarny	Jarny	Bois du Parois	AT	77	0 ha 11 a 08
		Bois du Parois	AT	79	1 ha 02 a 19
Total					1 ha 13 a 27

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Jarny.

Nancy, le 1er février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 038 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Neuville-lès-Badonviller

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Neuville-lès-Badonviller en date du 21 octobre 2011 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales section C n°196 et 197 territoire communal de Neuville-lès-Badonviller ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts en date du 10 janvier 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Neuville-lès-Badonviller	Neuville-lès-Badonviller	Rupt de Luth	C	196	1 ha 49 a 30

	Neuviller-les-Badonviller	Rupt de Luth	C	197	0 ha 27 a 70
Total					1 ha 77 a 00

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Neuviller-les-Badonviller
Nancy, le 1er février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 039 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Mont-sur-Meurthe

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Mont-sur-Meurthe en date du 18 novembre 2011 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales section AO n°201, 237, 238, 239 territoire communal de Mont-sur-Meurthe ;
VU le plan des lieux ;
VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 10 janvier 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Mont-sur-Meurthe	Mont-sur-Meurthe	Prairie de Xaouis	AO	201	0 ha 32 a 80
	Mont-sur-Meurthe	Prairie de Xaouis	AO	237	0 ha 18 a 40
	Mont-sur-Meurthe	Prairie de Xaouis	AO	238	0 ha 09 a 43
	Mont-sur-Meurthe	Prairie de Xaouis	AO	239	3 ha 32 a 69
Total					3 ha 93 a 32

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Mont-sur-Meurthe.
Nancy, le 1er février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 041 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Vroncourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Vaudémont en date du 1er mars 2011 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales section X n°82 et 90 territoire communal de Vroncourt ;
VU le plan des lieux ;
VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 27 janvier 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Vaudémont	Vroncourt	Bois de la Cure	X	82	0 ha 48 a 20
		Bois de la Cure	X	90	0 ha 48 a 20
Total					0 ha 96 a 40

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Vaudémont et Vroncourt.
Nancy, le 1er février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 042 du 1er février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Onville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Rémy (88) en date du 16 septembre 2011 demandant l'application du régime forestier à la parcelle cadastrale section D n°513, 516, 517, 518, 524, 526 territoire communal de Onville ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 10 janvier 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de St-Rémy (88)	Onville	Persion	D	513	0 ha 69 a 40
	Onville	Persion	D	516	0 ha 32 a 20
	Onville	Persion	D	517	0 ha 29 a 75
	Onville	Persion	D	518	0 ha 23 a 65
	Onville	Mauhaie	D	524	4 ha 82 a 23
	Onville	Mauhaie	D	526	0 ha 49 a 50
Total					6 ha 86 a 73

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Saint-Rémy (88) et Onville (54).

Nancy, le 1er février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 043 du 1er février 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de Laneuvelotte

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil d'administration d'Agro Paris Tech en date du 20 avril 2011 demandant l'échange de la parcelle cadastrée section A n° 10pie territoire communal de Velaine sous Amance et la parcelle cadastrée section B n° 353pie territoire communal de Laneuvelotte appartenant à l'INPL ;

VU le courrier du Directeur délégué d'Agro Paris Tech pour le centre de Nancy en date du 18 novembre 2011 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrée section A n°10pie territoire communal de Velaine sous Amance et l'application du régime forestier à la parcelle cadastrée section B n°353pie territoire communal de Laneuvelotte dès le transfert de propriété réalisé.

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 27 janvier 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait distraction du régime forestier la parcelle de terrains désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Agro Paris Tech forêt de Brin	Velaine sous Amance	Paquis de l'étang	A	10pie	0 ha 38 a 88
Total					0 ha 38 a 88

Article 2 : Il sera fait application du régime forestier sur la parcelle ci-après à compter de la date de signature de l'échange :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Agro Paris Tech forêt de Brin	Laneuvelotte	La Bouzule	B	353pie	0 ha 38 a 70
Total					0 ha 38 a 70

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Laneuvelotte et Velaine sous Amance ainsi qu'au directeur délégué d'Agro Paris Tech pour le centre de Nancy.

Nancy, le 1er février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 040 du 7 février 2012 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Hammeville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Hammeville en date du 16 septembre 2011 demandant l'application du régime forestier à une partie des chemins dits de Gelnompré et de la Haie des Bois et Pâtis territoire communal de Hammeville section A;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 7 novembre 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Hammeville	Hammeville	La Vervelle	A	partie chemin de Gelnompré	0 ha 05 a 75
Commune de Hammeville	Hammeville	Ste Libaire	A	Partie chemin de la Haie des Bois et Pâtis	0 ha 61 a 99
Total					0 ha 67 a 74

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Hammeville.

Nancy, le 7 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté DDT-PECHE 2012/006 du 2 février 2012 autorisant l'office national de l'eau et des milieux aquatiques à pratiquer des pêches à des fins scientifiques, à prélever et à transporter du poisson dans le département de Meurthe-et-Moselle pour 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 432-10, L. 436-9 et R. 432-6 à R. 432-10 ;

VU la loi 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, notamment son article 2 et le décret 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande d'autorisation de pêche à des fins scientifiques présentée le 4 janvier 2012 par le délégué interrégional de Metz de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;

VU l'avis de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : bénéficiaire de l'opération

L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques – Délégation interrégionale du Nord Est – 23 rue des Garennes 57 155 MARLY, est autorisée à capturer et prélever du poisson à des fins scientifiques et à le transporter, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 : cadre de cette opération

Etude des peuplements piscicoles au sens de l'article L. 431-2 du Code de l'environnement, et transfert de population d'écrevisses à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) et à pattes rouges (*Astacus astacus*).

Article 3 : responsables de l'exécution matérielle

-Personnel de la Délégation interrégionale du Nord Est :

Patrick WEINGERTNER, Délégué interrégional
David MONNIER, Adjoint du Délégué interrégional
Sylvie ANDRE, ACOO interrégional
Sébastien MANNE, ingénieur
Vincent BURGUN, ingénieur
Florent LAMAND, ingénieur
Emmanuel PEREZ, ingénieur
Marc COLLAS, technicien
Sébastien MOUGENEZ, technicien
Jean-Claude LUMET, technicien
Florent PIERRON, technicien
Julien VIALARD, technicien
Stéphane LAFON, technicien

-Personnel du Service Départemental de l'ONEMA -54- :

Jean-Baptiste SCHWEYER
Hervé DALICHAMPT
Pascal VERET
Jean-Yves GRANDJEAN
Boris MANGEOL
Cédric MARULA

-Personnel du Service Départemental de l'ONEMA -55- :

Thierry BUZZI, technicien, chef du service départemental
Jean-Paul CHODORGE, agent technique
Stéphane CURE, agent technique

Jean-Louis DALICHAMPT, agent technique

Jean-François GERMAIN, agent technique

Sylvain ROGISSARD, agent technique

-Personnel du Service Départemental de l'ONEMA –57- :

Eric SABOT, technicien, chef du service départemental

Jacky EBERHARDT, agent technique principal

François MAIMBOURG, agent technique

Patrice MULLER, agent technique

Benoît LABIGAND, agent technique

-Personnel du Service Départemental de l'ONEMA –88- :

Alain BISELX, technicien, chef du service départemental

Frédéric CHAMBRY, agent technique

Rodolphe CASSARD, agent technique

Article 4 : validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 5 : moyens de capture autorisés

Tous types de pêche.

Article 6 : destination du poisson capturé

Remise à l'eau, sauf dans les cas suivants :

- Le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance ;

- Les poissons destinés aux analyses ou observations scientifiques impliquant leur destruction ;

- Les poissons destinés à des expositions publiques ou à des fins pédagogiques ;

- Les poissons appartenant aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite.

Afin de compléter et enrichir les collections à but pédagogique et scientifique du Muséum – Aquarium de Nancy, le chef du SD54, Jean-Baptiste SCHWEYER est autorisé à prélever des spécimens de poissons qui seront remis dûment conditionnés et référencés à ce muséum.

Article 7 : accord du (des) détenteur (s) du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) détenteur (s) du droit de pêche.

Dans le cadre de suivi du programme de surveillance de l'état des eaux, il sera fait application des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 212-2-2 du code de l'environnement.

Article 8 : déclaration préalable

Une semaine au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite précisant le programme, les dates et lieux de captures, les moyens mis en œuvre, la destination des poissons capturés, à la DDT, au Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Article 9 : compte-rendu d'exécution et rapport annuel

Dans un délai de six mois à compter de l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire adresse un rapport de synthèse sur les opérations réalisées, indiquant les lieux, dates, objets, résultats et conclusions au préfet coordonnateur de bassin (DREAL).

Dans les mêmes conditions, une synthèse des dons au Muséum – Aquarium de Nancy sera établie.

Article 10 : présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation des opérations de capture et de transport. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 11 : retrait de l'autorisation

La présentation autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 12 : respect des prescriptions des autorisations :

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4ème classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Article 13 : recours contentieux :

Cette décision est susceptible de recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 14 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 15 : publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) pendant un an au moins.

Article 16 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au délégué interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ,

et dont ampliation sera adressée au :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique .

Nancy, le 2 février 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté DDT-PECHE 2012/007 du 30 janvier 2012 instituant des réserves de pêche en 2012 sur la Meurthe et la Vezouze

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L. 436-12, R. 436-73 et R. 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande du président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique «La Carache Lunéilloise» ;

VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;

VU l'avis du président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'ONEMA ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er février 2012 au 30 avril 2012 sur les tronçons de cours d'eau suivants :

Rivière La Meurthe

Commune de SAINT-CLEMENT :

La reculée de l'ancienne rivière en amont de l'ancien pont sur 350 m environ

La reculée « Le Gréhachot »

Commune de CHENEVIERES :

La reculée du « Grand Paquis »

La reculée aval du seuil fixe du canal des papeteries de Navarre

Commune de LUNEVILLE :

Les reculées « Popard » au lieu-dit Les Grands Moulins

Commune de MONCEL-LES- LUNEVILLE :

Les reculées de la ferme de la Petite Pologne de chaque côté de la RN 333 (déviations RN4)

La reculée dite du « Pilot de l'Orme » (amont de l'embouchure du ruisseau du Mississipi)

Commune de MONT-SUR-MEURTHE :

La reculée du « Bois le Duc »

Commune de DAMELEVIERES :

La reculée dite « Le Plain »

Rivière La Vezouze

La commune de CROISMARE :

La reculée en amont du Pont de CROISMARE

Article 2 : Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L. 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de CROISMARE, SAINT-CLEMENT, CHENEVIERES, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE, MONT-SUR-MEURTHE, DAMELEVIERES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

- président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 janvier 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**Arrêté n° 12.D.D.P.13 du 3 février 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Perrine FAGES à Ludres**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée) ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Perrine FAGES

Clinique vétérinaire Espace Chaudeau

95 rue des Mazurots

54710 LUDRES

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 3 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Arrêté n° 12.D.D.P.14 du 3 février 2012 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Julien FERTONS à Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3 et les articles R.221-4, R221-5 et R221-7 à R221-10 et R221-12 à R221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée) ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations .

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Julien FERTONS
Clinique du Greillon
22 avenue du 69ème R.I.
54270 ESSEY LES NANCY

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'observation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparaison de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 3 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Service de la protection des consommateurs

Arrêté du 8 février 2012 fixant le tarif des transports par taxis

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L.410-2 du code de commerce et le décret d'application n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;

VU l'article 88 de la loi n° 87588 du 30 juillet 1987 modifiée, portant diverses mesures d'ordre social ;

VU la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur de taxi et à la profession d'exploitant et son décret d'application n° 95-935 du 17 août 1995 ;

VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instruments de mesures taximètres ;

VU le décret n° 87-238 du 6 avril 1987 réglementant les tarifs des courses par taxis, modifié par le décret n° 2005-313 du 1er avril 2005 ;

VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure et l'arrêté interministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service ;

VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2010 relatif à la délivrance de note pour les courses de taxi ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2011 relatif aux tarifs des courses de taxis en 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2011 relatif aux tarifs des transports de taxis en Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

- Prise en charge : 2,60€.

- Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 17,30€, soit une chute de 0,10€ toutes les 20,81 secondes.

- Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10€.

désignation au compteur	TARIF APPLICABLE AU KM	VALEUR DE LA CHUTE	DISTANCE PARCOURUE PENDANT UNE CHUTE
A	0,79€	0,10€	126,58 m
B	1,18€	0,10€	84,74 m
C	1,58€	0,10€	63,29 m
D	2,36€	0,10€	42,37 m

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 6,40 euros.

Article 2 :

a) Tarif A (jour)) Transport avec départ à vide et retour chargé

Tarif B (nuit)) à la station

b) Tarif C (jour)) Transport avec départ chargé et retour à vide

Tarif D (nuit)) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

- départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)

- après prise en charge du client :

1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.

2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.

3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

Article 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

- La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.
- Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.
- Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.
- Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.
- La pratique du tarif neige-verglas est subordonnée aux deux conditions suivantes : routes effectivement enneigées ou verglacées et utilisation d'équipements spéciaux ou de pneumatiques antidérapants dits « pneus hiver ».
- Ce tarif ne doit pas excéder le tarif d'une course de nuit, correspondant au type de course concerné (tarifs B ou D).
- Une information par voie d'affichette apposée dans les véhicules doit indiquer à la clientèle les conditions d'application et le tarif pratiqué.

Article 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

- 4ème personne adulte : 1,00€
- Transport d'animaux : 0,50€
- Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60€ (forfait)
- Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70€ par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

Article 5 : A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répéteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

Article 6 : Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « X » de couleur VERTE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de + 3,7 % correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4ème personne adulte et transport d'animal.

Article 7 : Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 6,40€, suppléments compris ».

Article 8 : La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 10 septembre 2010 publié le 21 septembre 2010 au J.O.R.F.

Article 9 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

Article 10 : Cessent d'être applicables les dispositions de l'arrêté Préfectoral du 29 décembre 2011.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle
- au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 8 février 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques-Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative-11 rue des Saussaies 75008 Paris cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière-CO N° 38 – 54036 NANCY Cedex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée, et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

AVIS ET COMMUNICATIONS**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS**

Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation de biens immobiliers appartenant à l'Etat du 30 janvier 2012 entre l'administration chargée du domaine et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est

Le 30 janvier 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-72 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire,

et

Monsieur le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Grand Est dont les bureaux sont situés à la Direction Interrégionale Grand Est - Protection Judiciaire de la Jeunesse, 109 boulevard d'Haussonville à NANCY, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins des services éducatifs de la protection judiciaire de la Jeunesse un ensemble immobilier éducatif appartenant à l'Etat sis à Laxou cadastré section AE n°207, 8 allée de Médeville, pour 10a 16ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Unité affaires transversales et contentieux

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 63520 du 6 février 2012 autorisant SOLOREM à exécuter des travaux sur la commune de MAXEVILLE

Par arrêté préfectoral n° 63520 en date du 6 février 2012, la SOLOREM, 25 rue Madame de Vannoz 54000 NANCY a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTA poste Koenig – SOLOREM – rue du maréchal Koenig, ZAC du Plateau, sur le territoire de la commune de MAXEVILLE.

AUTRES SERVICES

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

Avis de recrutement de 7 adjoints administratifs hospitaliers

En application du décret n°90-839 du 21 septembre 1990 modifié par le décret 2010.169 du 22 février 2010 portant statut particulier des personnels administratifs de la catégorie C de la fonction publique hospitalière, la Maternité Régionale Universitaire organise un recrutement d'adjoints administratifs de 2ème classe en vue de pourvoir 7 postes.

Les demandes de participation à ce recrutement doivent comporter une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies, les emplois occupés avec précisions des durées et une photocopie de la carte d'identité.

Elles doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY
Service des Ressources Humaines – concours
10, rue du Docteur Heydenreich
CS 74213
54 042 NANCY cédex.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Après présélection des dossiers de candidature, seuls les candidats présélectionnés seront convoqués à un entretien auprès d'une commission prévue et instituée pour ce recrutement.

Nancy, le 1er février 2012

P/Le Directeur,
La Directrice Adjointe,
Clémence MAINPIN

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL POMPEY – LAY SAINT CHRISTOPHE

Avis de concours sur titres interne pour le recrutement d'un INFIRMIER CADRE DE SANTE pour service de Soins de Suite et Réadaptation

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié

Un concours sur titres interne sera organisé à partir du 1er juin 2012 au Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE en vue de pourvoir 1 poste d'infirmier cadre de santé pour service de SSR.

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989
- comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités.

II – MODALITES ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'admission à concourir doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- lettre de motivation
- copies certifiées conformes, par les candidats, des diplômes ou certificats dont ils sont titulaires
- curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Les dossiers ainsi constitués peuvent être déposés contre la remise d'une attestation de dépôt ou peuvent être adressés sous pli recommandé à l'adresse suivante :

CHI de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE
3 rue de l'Avant-Garde
54340 POMPEY

Un délai de 2 mois est imparti pour s'inscrire au concours à compter de la dernière date de publication de cet avis
aux recueils des actes administratifs des préfectures de région.

Pompey, le 7 février 2012

MN. QUENTON
Directrice

